

« Face aux défis géopolitiques, énergétiques et structurels, les entreprises camerounaises doivent miser sur la diversification, la transformation locale et le numérique pour renforcer leur résilience. »

SOMMAIRE

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- A. Sommet du G7 à Évian : quelles retombées pour l'Afrique ?
- B. Africa Forward à Nairobi : Que promet la France ?
- C. Cours mondial du pétrole brut : Envolée puis reflux.
- D. Reprise des hostilités Iran-USA : Faut-il encore craindre ?
- E. DANGOTE : réponse à la fermeture du détroit d'Ormuz ?

SUR LE PLAN SOUS-REGIONAL

- F. CEMAC : une sous-région économiquement à la traîne
- G. Divergence CEMAC-UEMOA : la malédiction confirmée
- H. Cameroun : en retrait face à la Côte d'Ivoire et l'Afrique
- I. Corridor Douala-Bangui : enfin une lueur d'espoir

SUR LE PLAN NATIONAL

- J. SOCADEL : le Gouvernement redessine le secteur
- K. Hausse des tarifs d'électricité : un risque pour les PME
- L. Souveraineté financière : l'État consolide sa position
- M. Progression continue de la dette publique
- N. Secteur non pétrolier : principal moteur de la croissance
- O. Commerce extérieur : un déficit qui se creuse

DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

- P. Effondrement de l'agriculture d'exportation
- Q. Évolution des prix du cacao, du café et du coton
- R. Évolution des prix du blé, du maïs et du soja

DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

- S. Secteur secondaire : une croissance timide
- T. SONARA et CSTAR : Vers la souveraineté énergétique ?
- U. Transformation du cacao au Cameroun en plein essor

DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

- V. Banques et TIC : principaux moteurs du secteur
- W. CDEC : Mécanismes de financement long des PME ?
- X. GECAM-CAMTEL : une opportunité pour les entreprises

DANS LE SECTEUR GOUVERNANCE

- Y. MOU GECAM-BVMW : une opportunité pour les membres

PERSPECTIVES ...

- Z. CNEF : médiation financière pour le climat des affaires

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

A. Sommet du G7 à Évian : quelles retombées pour l'Afrique ?

Réunis à Évian du 15 au 17 juin 2026, les dirigeants du G7 ont adopté neuf déclarations, notamment sur les déséquilibres macroéconomiques mondiaux et l'accès aux minéraux critiques (Source : Diplomatie française, juin 2026). Les participants se sont engagés à coordonner leurs politiques économiques afin d'éviter de nouvelles guerres commerciales, confiant au FMI un rôle central de surveillance. Pour l'Afrique, la volonté affichée de réduire les dépendances en minéraux critiques pourrait accroître la compétition internationale autour de ses ressources stratégiques. Pour les entreprises camerounaises, cette évolution appelle une vigilance accrue face aux risques de volatilité commerciale et énergétique induits par ces recompositions géopolitiques.

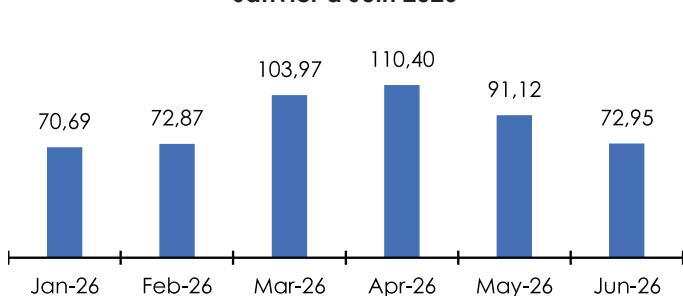
B. Africa Forward à Nairobi : Que promet la France ?

La France et le Kenya ont coorganisé le sommet Africa Forward les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, axé sur l'économie, l'entrepreneuriat et la jeunesse (Source : AFD, mai 2026). À cette occasion, la France a signé via l'Agence Française de Développement (AFD) des accords d'environ 170 millions d'euros avec le Kenya, complétés par un prêt de 300 millions d'euros à Transnet en Afrique du Sud et plusieurs partenariats sectoriels (énergie, santé, agriculture). Pour les entreprises africaines, ces engagements ouvrent des opportunités de financement et de coopération technique, notamment dans les énergies propres, le numérique et l'industrialisation verte.

C. Cours mondial du pétrole brut : Envolée puis reflux

Le prix du baril de Brent a connu une flambée spectaculaire avant de refluer. Il est passé de 70,69 \$US en janvier 2026 à un pic de 110,40 \$US en avril 2026, sous l'effet des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. D'avril à juin 2026, il s'est replié de - 37,45 \$US, retombant à 72,95 \$US. Par rapport au mois de janvier 2026, le cours n'affiche cependant qu'une hausse modérée de +2,26 \$US, le baril se situant à 72,95 \$US en juin 2026 contre 70,69 \$US en janvier 2026.

Evolution du cours (\$US/baril) mondial du Brent de Janvier à Juin 2026



Source : www.investing.com

D. Reprise des hostilités Iran-USA : Faut-il encore craindre ?

De nouvelles frappes ont opposé l'Iran aux États-Unis en fin juin 2026, avec des représailles iraniennes visant Bahreïn et le

Koweït après une attaque contre un navire dans le détroit d'Ormuz (Source : Africanews, juin 2026). Cette escalade fragilise le protocole d'accord conclu mi-juin entre les deux pays et fait planer une nouvelle incertitude sur la libre circulation dans ce couloir maritime stratégique. Pour

les entreprises africaines en général et camerounaises en particulier, un blocage prolongé du détroit d'Ormuz accroîtrait davantage les coûts du carburant et des intrants importés, déjà sous tension depuis le début du conflit.

E. DANGOTE : réponse à la fermeture du détroit d'Ormuz ?

La raffinerie Dangote Petroleum Refinery au Nigeria, d'une capacité de 650 000 barils par jour, a accéléré sa montée en puissance dans le contexte des tensions Iran-Israël-USA, passant d'environ 100 000 barils par jour à ses débuts en 2024 à près de 300 000 barils par jour aujourd'hui. Elle fournit désormais jusqu'à 50 millions de litres d'essence et 17 millions de litres de diesel par jour, consolidant l'Afrique de l'Ouest comme un pôle énergétique régional et réduisant sa dépendance aux importations de produits raffinés. La pérennité de ce rôle stratégique dépendra toutefois de la capacité de la raffinerie à maintenir une production stable et compétitive dans la durée.

SUR LE PLAN SOUS-REGIONAL

F. CEMAC : une sous-région économiquement à la traîne

La CEMAC demeure la seule sous-région d'Afrique dont le revenu réel par habitant reste inférieur à son niveau de 2014, avec un recul estimé à près de 15 % (Source : Banque mondiale, avril 2026). À l'inverse, l'UEMOA et la Communauté de l'Afrique de l'Est affichent des gains respectifs de 36 % et 25 % sur la même période, portés par une croissance plus diversifiée. Pour les économies de la CEMAC, ce décrochage régional souligne l'urgence de bâtir des écosystèmes industriels compétitifs et de réduire la dépendance collective à la rente des hydrocarbures.

G. Divergence CEMAC-UEMOA : la malédiction confirmée

La croissance de la CEMAC ralentirait à 2,6 % en 2026 contre 3,3 % en 2025, tandis que celle de l'UEMOA atteindrait 6,4 % contre 6,3 % en 2025 (Source : FMI, avril 2026). Cet écart persistant s'explique par la forte dépendance de la CEMAC aux hydrocarbures, contrairement à l'UEMOA dont la croissance repose davantage sur l'agriculture, les services et les industries manufacturières. Pour les gouvernements de la CEMAC, cette divergence structurelle confirme l'urgence de diversifier l'appareil productif national afin de réduire l'exposition aux chocs pétroliers.

H. Cameroun : en retrait face à la Côte d'Ivoire et l'Afrique

Selon le FMI, la croissance économique du Cameroun, leader de la CEMAC, devrait s'établir à 3,3 % en 2026, un niveau nettement inférieur à celui de la Côte d'Ivoire (6,2 %), leader de l'UEMOA, et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (4,3 %). Cet écart traduit les difficultés persistantes du Cameroun à diversifier son économie et à réduire sa dépendance aux hydrocarbures, contrairement à la Côte d'Ivoire dont la croissance s'appuie sur un tissu productif plus diversifié. Ce retard relatif limite la capacité du pays à créer suffisamment d'emplois et à améliorer durablement les conditions de vie des populations.

I. Corridor Douala-Bangui : enfin une lueur d'espoir

La Banque mondiale a approuvé le 12 juin 2026 un financement de 1,12 milliard de dollars (environ 640 milliards de FCFA) pour moderniser le corridor Douala-Bangui, axe dont dépend plus de 80 % du commerce extérieur de la RCA. Le projet vise à réhabiliter les routes, réduire les obstacles au commerce et créer entre 2 000

et 4 000 emplois, tout en consolidant le rôle du Cameroun comme hub logistique régional.



Une autre vision du transport !

Touristique Colis et Courriers Express SA (TCCE) est une société camerounaise créée en 2008, issue du développement des activités de messagerie du groupe Touristique Express. Elle intervient dans le transport et la livraison de colis, de courriers et de marchandises à travers l'ensemble du réseau national.

TCCE assure l'acheminement de colis et courriers sur le territoire camerounais, propose des services de messagerie express (envois urgents, colis, documents, marchandises), organise la collecte, le tri, l'expédition et la livraison des colis, et développe des solutions logistiques dédiées aux particuliers comme aux entreprises, incluant l'affrètement, le déménagement, le transit et diverses opérations logistiques.

Filiale spécialisée de Touristique Express SA, TCCE complète les activités historiques de transport interurbain de voyageurs du groupe en couvrant le segment de la logistique et de la messagerie.

En résumé, Touristique Colis et Courriers Express SA est un acteur camerounais de la chaîne logistique, qui facilite la circulation des documents, colis et marchandises entre les différentes villes du Cameroun.



IZNA GROUP est un holding composé de cinq entreprises complémentaires, actives dans la construction d'infrastructures, la logistique, le commerce international, l'informatique et l'immobilier.

IZNA GROUP construit des routes et des réseaux électriques, assure le transport de marchandises de tous types ainsi que la location d'engins de chantier, développe l'import-export et la grande distribution de produits divers, gère et maintient les parcs informatiques d'entreprises, et investit dans la structuration et la valorisation de projets immobiliers.

IZNA GROUP peut apporter aux membres du GECAM : la construction de bâtiments et le transport de matériaux pour les entreprises de BTP, des solutions de fret général et de transport intégré pour les acteurs de l'import-export et de la distribution, une gestion complète des parcs informatiques (maintenance, sécurité, mises à jour, achat et installation) pour les entreprises ayant des besoins IT, ainsi que l'identification d'opportunités et le co-investissement immobilier pour les investisseurs et porteurs de projets.

IZNA GROUP est prêt à collaborer via la sous-traitance croisée (mise à disposition de ses services de transport, d'engins et d'IT, et recours à l'expertise des autres membres), la mutualisation logistique pour optimiser les coûts de transport, la coréalisation de projets d'infrastructure multi-compétences, et le co-investissement immobilier avec d'autres membres du GECAM.

SUR LE PLAN NATIONAL

J. SOCADEL : le Gouvernement redessine le secteur

Avant la mise en place de la SOCADEL, le secteur électrique accusait un déficit structurel mensuel de 13 milliards de FCFA, avec 31 milliards de FCFA de recettes contre 44 milliards de FCFA de charges, et près de 800 milliards de FCFA de dette. Le redressement s'amorce désormais autour d'un budget de 2026 de 630 milliards de FCFA, dont 74,6 milliards consacrés aux investissements (Source : Vitrine du Cameroun, Mai 2026). Cette restructuration devrait progressivement améliorer la qualité de l'approvisionnement électrique et réduire les coûts supportés par les entreprises du fait des interruptions récurrentes. Ces dernières gagneraient néanmoins à poursuivre le renforcement de leur efficacité énergétique, leur autoproduction et leurs investissements industriels pour préserver leur compétitivité.

K. Hausse des tarifs d'électricité : un risque pour les PME

La hausse envisagée de 15 % des tarifs d'électricité viendrait alourdir davantage les charges d'exploitation des PME, dont les marges sont déjà sous tension. Si elle se confirmait, cette évolution pèserait sur la rentabilité des entreprises, exercerait une pression sur les prix de vente et freinerait les investissements productifs. Pour préserver leur compétitivité, les PME auraient donc intérêt à réaliser un audit énergétique, à optimiser leur consommation, à renégocier leurs contrats de fourniture et à investir davantage dans des solutions d'autoproduction telles que le solaire ou les groupes électrogènes hybrides.

L. Souveraineté financière : l'État consolide sa position

L'État du Cameroun détient désormais des participations majoritaires dans plusieurs établissements bancaires : 83,68 % de la General Bank of Cameroon, 99,92 % de la NFC Bank, 54 % de l'UBC et 98,08 % de la Commercial Bank Cameroon (CBC), auxquelles s'ajoutent 49 % de la SCB Cameroun et 17,5 % de la BICEC. Cette présence renforcée accroît sa capacité à orienter le crédit vers les secteurs stratégiques, à préserver la stabilité financière et à placer plus aisément ses titres publics auprès des banques locales, réduisant ainsi la dépendance aux financements externes. Une exposition trop importante des banques à la dette souveraine pourrait toutefois restreindre les prêts destinés aux entreprises privées. L'enjeu consiste donc à concilier souveraineté financière, discipline budgétaire et financement de l'économie productive.

M. Progression continue de la dette publique

La dette publique totale du Cameroun a progressé de 6,0 % sur la période mars 2025 - mars 2026, passant de 14 549 à 15 416 milliards de FCFA (Source : CAA, mars 2026). Cette hausse est portée à la fois par la dette extérieure (+7,4 %) et la dette intérieure (+6,4 %), qui atteignent respectivement 9 301 et 5 129 milliards de FCFA. À l'inverse, la dette des entreprises et établissements

publics recule de 7,9 %, s'établissant à 960 milliards de FCFA. Pour les entreprises, cette trajectoire haussière de l'endettement public limite les marges de manœuvre budgétaires de l'État et pourrait peser sur le financement de l'investissement productif.

N. Secteur non pétrolier : principal moteur de la croissance

Selon les données de l'INS du Cameroun de juin 2026, la croissance économique du Cameroun devrait se maintenir à 3,5 % en 2025, un niveau identique à celui de 2024, mais tirée exclusivement par les activités hors hydrocarbures. La branche extraction d'hydrocarbures poursuit en effet sa contraction, avec un recul de -6,9 % en 2025 après -9,7 % en 2024, sous l'effet du déclin naturel des gisements matures. Le secteur tertiaire s'impose comme le principal relais de croissance (+4,6%), porté notamment par les services financiers (+9,7 %) et l'information-communication (+9,3 %).

O. Commerce extérieur : un déficit qui se creuse

Les exportations camerounaises poursuivent leur repli, avec un taux de croissance de -5,1 % en 2024 puis de -7,6 % en 2025, traduisant un ralentissement plus marqué. Dans le même temps, les importations, après une contraction de -2,9 % en 2024, rebondissent fortement à +10,1 % en 2025 (Source : INS du Cameroun, juin 2026). Cette dynamique contrastée traduit une dépendance croissante du pays aux achats extérieurs, alors même que sa capacité à générer des devises par les exportations s'affaiblit. Cette évolution accentue la pression sur la balance commerciale et souligne l'urgence de renforcer la compétitivité des filières exportatrices et la transformation locale.

DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

P. Effondrement de l'agriculture d'exportation

La branche agriculture industrielle et d'exportation a enregistré une chute brutale de sa croissance, passant de 8,7 % en 2024 à -3,2 % en 2025 (Source : INS du Cameroun, juin 2026). Cette contre-performance s'explique notamment par la baisse des volumes exportés dans certaines filières comme le coton, les difficultés climatiques, la hausse des coûts des intrants et le vieillissement de certaines plantations. Cette dégradation a entraîné un net ralentissement du secteur primaire, dont la croissance globale chute de 3,6 % à 1,7 % sur la même période.

Q. Évolution des prix du cacao, du café et du coton

Au deuxième trimestre 2026, le cours moyen du cacao a progressé de 21,4 % par rapport au premier trimestre, porté notamment par la forte hausse observée en juin. Le café affiche pour sa part un recul de 7 % sur la même période, sous l'effet d'une tendance baissière persistante malgré un léger sursaut en juin. Le coton enregistre quant à lui une progression de 15,2 %, malgré un repli en fin de trimestre après un pic atteint en avril.

	Cacao (\$/t)	Café (\$/lb)	Coton (\$/lb)
Janv./Févr. 2026	-30,66%	-15,50%	1,16%
Févr./Mars 2026	16,59%	3,58%	10,16%
Mars/Avril 2026	6,00%	-1,81%	12,26%

Avril/Mai 2026	12,05%	-9,40%	-4,40%
Mai/Juin 2026	26,98%	14,59%	-3,51%
Trim.2/Trim.1 2026	21,4%	-7,0%	15,2%

Source : www.investing.com

R. Évolution des prix du blé, du maïs et du soja

Au deuxième trimestre 2026, le cours moyen du blé a progressé de 5,3 % par rapport au premier trimestre, porté notamment par la hausse observée en avril (Source : Cours mondiaux, 2026). Le maïs enregistre une progression comparable, avec une hausse de 4 % sur la même période, malgré un repli en fin de trimestre. Le soja affiche pour sa part une évolution plus modérée, avec une progression de 3,2 %, sa hausse d'avril étant en partie compensée par le recul de juin.

	Blé (\$/bu)	Maïs (\$/bu)	Soja (\$/bu)
Janv./Févr. 2026	9,94%	2,45%	10,03%
Févr./Mars 2026	5,92%	7,18%	-1,09%
Mars/Avril 2026	1,64%	2,02%	0,82%
Avril/Mai 2026	-2,08%	-0,99%	1,91%
Mai/Juin 2026	-5,49%	-8,21%	-3,89%
Trim.2/Trim.1 2026	5,3%	4,0%	3,2%

Source : www.investing.com

DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

S. Secteur secondaire : une croissance timide

Selon les données de l'INS du Cameroun, la croissance du secteur secondaire camerounais devrait passer de 1,7 % en 2024 à 2,0 % en 2025, une progression encore très insuffisante au regard des besoins d'industrialisation du pays. Les industries extractives devraient continuer de peser négativement sur l'activité, avec une contraction de -6,3 % en 2025 après -9,1 % en 2024, tandis que les autres industries manufacturières ralentissent de 2,9 % à 2,2 % sous l'effet des coûts énergétiques et logistiques. À l'inverse, certaines branches afficheraient un dynamisme notable, à l'image du BTP (+4,8 % contre +4,3 % en 2024) et de l'eau-assainissement (+6,4 %), portées par les investissements publics et privés.

T. SONARA et CSTAR : Vers la souveraineté énergétique

Sept ans après l'incendie du 31 mai 2019, l'État a transformé le simple projet de réhabilitation de la SONARA, initialement estimé à 250 milliards de FCFA, en un vaste programme de reconstruction et de modernisation évalué à 700 milliards de FCFA, incluant une unité d'hydrocracker et une hausse de capacité de 2,1 à 3,5 millions de tonnes par an. Ce projet sera réalisé via un partenariat public-privé. Cette ambition intervient alors que le Cameroun développe parallèlement la raffinerie CSTAR à Kribi, imposant une coordination stratégique entre les deux projets afin d'éviter une duplication coûteuse et de bâtir un pôle national de raffinage compétitif. La réussite de cette initiative dépendra

de la capacité du pays à sécuriser les financements, assurer une gouvernance efficace et inscrire ces deux infrastructures dans une véritable stratégie nationale de souveraineté énergétique.

U. Transformation du cacao au Cameroun en plein essor

La transformation industrielle du cacao connaît une accélération notable au Cameroun, portée par la multiplication des unités de broyage et de valorisation telles que SIC Cacaos, Neo Industry, Atlantic Cocoa Corporation, Chococam et Africa Processing Company. Ces acteurs transforment une part croissante des fèves en produits intermédiaires (pâte, beurre, tourteaux, poudre de cacao) et en produits finis, avec une capacité installée dépassant désormais 250 000 tonnes par an, contre 109 000 tonnes effectivement transformées durant la campagne 2024/2025. L'usine Chocolat Rouge, implantée à Nkol-Melen près d'Obala, devrait commercialiser dès juillet 2026 ses premières plaquettes de chocolat « made in Cameroon », marquant une nouvelle étape dans cette dynamique de transformation locale. Le Cameroun amorce ainsi une transition d'un simple pays producteur vers un pôle régional de transformation du cacao, le principal défi restant désormais de développer davantage les produits finis à plus forte valeur ajoutée.

DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

V. Banques et TIC : principaux moteurs du secteur

Le secteur tertiaire s'impose comme le principal moteur de la croissance camerounaise, avec une progression de 4,6 % en 2025 contre 4,2 % en 2024. Cette dynamique est notamment portée par le secteur de l'information et de la communication, en forte expansion (+9,3 %), ainsi que par les services financiers, dont la croissance atteint 9,7 %, soutenue par l'essor des services financiers numériques et du mobile money. L'hôtellerie-restauration (+6,3 %) et les transports (+4,2 %) contribuent également à ce dynamisme, traduisant l'intensification des échanges commerciaux et de la vie urbaine. Pour les entreprises, cette montée en puissance du numérique et de la finance digitale confirme l'importance d'accélérer leur propre transformation digitale pour gagner en productivité et en accès aux marchés.

W. CDEC : Mécanismes de financement long des PME ?

La Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) a lancé un programme pilote doté d'une enveloppe de 5 milliards de FCFA destiné à soutenir le financement des PME, avec une attention particulière portée aux initiatives des jeunes et des femmes. Ce dispositif s'appuie sur un partenariat avec l'African Guarantee Fund (AGF), dont les mécanismes de garantie doivent réduire le risque supporté par les banques et améliorer les conditions d'accès au crédit. Son succès dépendra de plusieurs facteurs clés : le niveau réel des taux proposés, les critères d'éligibilité des entreprises et la capacité effective des banques partenaires à transformer ces ressources en crédits accordés. Pour l'industrie camerounaise, ce programme pourrait servir de laboratoire pour imaginer de nouveaux mécanismes de financement mieux adaptés aux besoins des entreprises productives, dans un contexte où les financements de long terme demeurent rares.

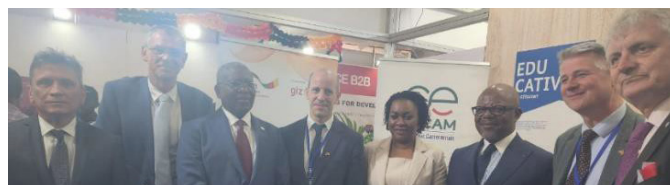
X. GECAM-CAMTEL : une opportunité pour les entreprises

Le GECAM et CAMTEL ont signé en juin 2026 une convention-cadre visant à accélérer la transformation numérique des entreprises camerounaises, en particulier des TPE et PME. Ce partenariat stratégique facilite l'accès à des solutions digitales adaptées (fibre optique, interconnexion, téléphonie professionnelle, hébergement et sécurisation des données), susceptibles de réduire les coûts numériques des entreprises tout en renforçant leur productivité et leur compétitivité. Il contribue également à moderniser le tissu entrepreneurial national en rapprochant les infrastructures de CAMTEL des besoins réels du secteur privé. À terme, cette initiative devrait contribuer à réduire la fracture numérique et à soutenir durablement la croissance des entreprises locales.

DANS LE SECTEUR GOUVERNANCE

Y. MOU GECAM-BVMW : une opportunité pour les membres

Pour relever les défis de la compétitivité, de la diversification des marchés et de l'accès aux technologies, les entreprises camerounaises ont besoin de partenariats internationaux structurants. C'est dans cette optique que le Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM), a signé, en marge de PROMOTE 2026, un MOU avec le BVMW (Association fédérale des PME d'Allemagne), de plus de 900 000 PME et 11 millions d'emplois. Ce partenariat ouvre des perspectives concrètes en matière d'investissement et de commerce, de transfert technologique, de formation et d'accès à de nouveaux marchés, notamment européens. Pour les entreprises camerounaises en général et les membres du GECAM en particulier, cet accord constitue une opportunité de nouer des partenariats industriels avec des acteurs allemands, de renforcer leurs capacités managériales et techniques, et d'améliorer durablement leur compétitivité à l'international.



PERSPECTIVES ...

Z. CNEF : médiation financière pour le climat des affaires

Au Cameroun, les litiges entre banques, établissements de microfinance, entreprises et particuliers demeurent principalement résolus par voie judiciaire, une procédure souvent longue et onéreuse. Le Comité National Économique et Financier (CNEF) porte désormais un projet de médiation institutionnelle visant à proposer un dispositif plus rapide, confidentiel et moins coûteux, en cohérence avec les orientations de la COBAC. Cette réforme devrait renforcer la confiance dans le système financier et sécuriser durablement les relations d'affaires entre acteurs économiques. Pour les entreprises, il devient dès lors judicieux d'améliorer la traçabilité de leurs opérations, de formaliser leurs engagements contractuels et de privilégier la médiation afin de préserver leurs partenariats tout en limitant les coûts liés aux contentieux.